

semblable chose, parcequ'une partie de son programme politique, ses devoirs et sa conscience lui faisaient une obligation de châtier ceux qu'il appelait détenteurs des biens du clergé. Si l'on demande au clergé pourquoi il ne ferma pas ses caisses et pourquoi, au lieu de garder une parfaite neutralité, il donna son consentement à la fonte de l'argenterie des temples, il répondra que sa conscience lui ordonnait d'aider le gouvernement défenseur de l'Eglise, afin qu'il pût anéantir ceux qui voulaient usurper ses biens. Que M. Pacheco aille demander aux révolutions de la logique, de la raison et de l'ordre, et ce sera absolument comme s'il voulait bâtir des palais sur la mer ou des châteaux en l'air.

Nous dirons néanmoins, dans la sincérité de notre opinion, que nous croyons encore que l'on aurait dû faire au moins une opération entièrement distincte de celle qui a été faite.

Mais, en restant sur le terrain des faits, il n'est pas exact non plus, dans l'extension de la parole, que d'immenses trésors aient été dilapidés, bien moins encore par M. Juarez, qui ne possède aucune propriété du clergé, de même que d'autres fonctionnaires publics, qui avaient les moyens faciles de s'approprier non pas des milliers mais des millions de piastres.

La valeur des biens du clergé a toujours été fort exagérée; M. Lerdo partageait cette erreur, qu'il dut modifier dès qu'il vit le faible produit des droits d'enregistrement pour les ventes faites conformément à la première loi du 25 Juin. Le parti réactionnaire pensa également que les trésors du clergé étaient inépuisables; il comprit cependant, vers ses derniers jours, la difficulté de s'y procurer des ressources, puisqu'il fut obligé de recourir aux fonds des Capuchinas; mais ce qu'il y a de certain, au milieu de tout cela, c'est que l'on continue encore à exagérer cette valeur, sans que personne connaisse positivement son chiffre exact.

Supposons que le capital s'élevât à trente deux millions de piastres, supposition exagérée sans doute mais que nous admettrons pour base afin de pouvoir faire le calcul suivant:

Capital supposé du clergé.....	32.000,000	
A DÉDUIRE:		
Dépenses du Gouvernement de Mexico des fonds avancés par le clergé.....	4.000,000	
Dépenses du Gouvernement de Veracruz, pour contrats payables par les biens du clergé.....	3.000,000	7.000,000
Reste.....		25.000,000

Reste antérieure.....	25.000,000
Capitaux des établissements de bienfaisance non aliénés.....	2.500,000
Dots des religieuses.....	2.500,000
	5.000,000
Reste.....	20.000,000
Paiement des trois cinquièmes en bons de la dette publique, conformément à la loi.....	12.000,000
Reste.....	8.000,000
Capitaux en litige, propriétés non aliénées, rentes pendantes.....	2.000,000
Reste.....	6.000,000

Tel est positivement l'unique capital que le Gouvernement ait eu à sa disposition, et à compte duquel il a peut-être reçu plus de deux millions en espèces et le reste en billets dont l'existence représente encore près d'un million de piastres.

Voilà, dans son ensemble, cette opération, mal calculée, au point de vue financier, dès la promulgation des premières lois de la Réforme, mais adoptée dans le seul but d'engager les intérêts privés au triomphe de la révolution, alors même que le Gouvernement ne reçut pas un centime de toute cette masse de valeurs. Quant aux détails, nous ne les analysons pas, parceque nous en ignorons beaucoup, et nous ne défendons pas davantage l'aliénation d'une partie considérable de ces biens, faite à des compagnies étrangères, qui ont précisément rétabli, au préjudice du public, le monopole attaqué par les lois de la Réforme.

Nous ne savons comment ces choses se sont passées et se passent en Espagne; mais, d'après ce que divers auteurs ont écrit, la loi des biens de mainmorte n'y fut pas mieux combinée ni relativement plus productive qu'au Mexique.

M. Conte, dans le résumé historique de son ouvrage intitulé: *Examen des finances publiques de l'Espagne*, dit:

“ La révolution pouvait au moins détruire tout le vieil édifice, en laissant ainsi le terrain préparé pour une construction solide; mais on ne lui doit même pas ce service, car elle n'a eu ni vigueur pour arracher entiè-



M. Juarez, qui assassine les espagnols, qu'à l'Ambassadeur de la Reine d'Espagne.

Il fallut que M. Pacheco vint à Mexico pour que l'on commençât à rendre justice aux espagnols; il ne se borna donc point à remplir ses hautes fonctions d'Ambassadeur, car cela n'eût été rien, il fit quelque chose de plus, il fut le père des espagnols et le Patriarche des Indes. Quand on est maître de choisir soi-même ses titres, on fait très bien de se désigner de la manière la meilleure et la plus tendre du monde.

Nous soumettrons quelques réflexions au Sénat. Depuis Décembre 1857 jusqu'à Décembre 1860, la capitale resta au pouvoir du Gouvernement formé par le parti que M. Pacheco appelle *espagnol*. Si ce parti est celui de l'ordre, celui de la raison, et s'il est surtout le parti *espagnol*, qu'avaient à désirer et que pouvaient ambitionner de plus les espagnols de Mexico?

Leur Ambassadeur, leur père et Patriarche ne pouvait faire pour eux plus que ce Gouvernement qui était à eux tout entier. Mais si, au contraire, les espagnols souffraient des vexations et des amendes, s'ils étaient soumis à des gabelles et à des contributions, alors cesse d'être vraie l'appréciation faite par M. Pacheco du parti et des gens auxquels il s'unit, dont il fait l'éloge et qu'il porte aux nues.

S'il s'agit des districts connus sous le nom de Terre chaude, et qui sont à quelques lieues de la capitale, l'action du Gouvernement de Mexico était plus efficace et plus prompte que celle du Gouvernement de Veracruz; de sorte que s'il eût été possible de châtier les perturbateurs de l'ordre dans ces contrées montagneuses et malsaines, nul ne pouvait mieux le faire que les gouvernements de Zuloaga et de Miramon, d'autant plus qu'en rétablissant la tranquillité dans cette partie du pays, il pouvait en même temps punir les bandes de malfaiteurs et d'assassins qui la désolaient. Pourquoi ne le firent-ils pas? Parceque les difficultés que présente une campagne dans ces régions et durant certaines saisons, sont telles, que Miramon, qui allait de Mexico à Guadalajara avec le plus grande facilité, n'a jamais tenté personnellement une expédition au sud de l'Etat de Mexico. Pourquoi le Gouvernement constitutionnel n'a-t-il pas pu en finir avec les révoltés de la Sierra de Álica, pas plus qu'avec Mejía et Vicario? Parceque le plus terrible ennemi est le pays lui-même, et que, dans certaines parties montagneuses de la terre, les rébellions doivent être éternelles. Beley el Rumí, comme les arabes nommaient le célèbre Pelage, en est un exemple.

Il y a une observation générale à faire. Quand il existe une peste, une révolution, ou quelque autre calamité, il est inévitable que tous les habitants du pays envahi souffrent. Durant notre guerre civile, les espagnols

ont dû nécessairement souffrir plus que les autres étrangers qui sont moins nombreux; mais nous pourrions prouver que pour chaque espagnol qui a souffert un préjudice quelconque, deux ou trois mille mexicains en ont enduré de beaucoup plus considérables. Il n'y a personne qui ne se plaigne qu'on ne lui ait enlevé les grains ou les bestiaux de son domaine, ou qu'on ne lui ait séquestré ses chariots ou ses mules, ou qu'on ne lui ait exigé des sommes d'argent plus ou moins fortes; et tout cela ne se faisait pas seulement par les libéraux, mais encore par les défenseurs des garanties et de la religion. En partant du principe que toute guerre civile cause les plus grandes calamités, il n'y a qu'une chose étonnante, c'est que les excès n'aient pas été pires et que le pays ne soit pas complètement ruiné; mais, répétons-le, toutes les plaintes de M. Pacheco s'expliquent en général par la guerre elle-même, et non par la haine pour les espagnols, ni par des outrages à l'Espagne, pas plus que par des offenses auxquelles nous n'avons jamais pensé.

M. Pacheco n'a pas été plus véridique dans sa manière de rapporter le cas spécial de Rubio.

Nos voleurs connaissaient mille façons d'exercer leur profession, mais ils ignoraient qu'au lieu de laisser tranquillement retourner chez lui un voyageur après l'avoir dépouillé, il était plus profitable de le séquestrer en le conduisant dans leurs retraites jusqu'à ce qu'il eût payé une rançon. C'est un espagnol, Cobos, qui mérite, pour cette industrie, non pas un brevet d'*invention*, puisqu'on s'en était déjà servi en Italie et en Espagne, mais un brevet d'*introduction* dans la République.

Au combat du Platanillo—auprès de Cuernavaca—où fut défait et tué le gouverneur de l'Etat de Mexico, par les réactionnaires, D. Miguel Buenrostro resta prisonnier. Cobos l'emmena au domaine de San Gabriel, et là il exigea une rançon de 20 mille piastres, que, grâce aux plus fortes recommandations, il réduisit à 10 mille, dont la moitié passa par nos mains, après avoir été réunie très secrètement entre des Députés, collègues de Buenrostro, et plusieurs de ses amis.

Pendant que l'on marchandait avec deux espagnols, agents de Cobos, et qu'un courrier allait et venait, il se passa quelques jours, et, chacun de ces jours là, on ne se bornait pas à menacer le prisonnier, mais on l'amenait dans la cour du domaine, on lui bandait les yeux, et l'on formait les rangs pour le fusiller; des prières et des recommandations obtenaient un nouveau délai, mais cette scène se répéta plusieurs fois jusqu'à l'arrivée de l'argent. Peu s'en fallut que Buenrostro ne perdit la raison ou la vie. Voilà d'abord l'exemple; passons à l'imitation:

Un espagnol, nommé Rubio, de très peu ou point de fortune, et que personne ne connaissait à Mexico, se présenta un jour au gouvernement de Miramon, et, à l'admiration des négociants qui connaissent les capitalistes, il fit avec ce gouvernement une affaire de plus de cent mille piastres, dont il versa une partie en argent et le reste en papiers ou crédits, et il reçut en garantie une somme de deux millions des *bons* appelés *de Peza*, du nom du ministre des finances qui organisa leur émission. La voix publique déclara Rubio un simple agent, et désigna, comme propriétaire véritable des fonds, ce même Cobos qui avait exigé une forte rançon pour Buenrostro.

En retournant à Orizaba, Rubio, dénoncé sans doute, fut pris en chemin par les troupes de D. Antonio Carbajal, qui, à l'exemple de ce que Cobos avait fait pour Buenrostro, exigea de Rubio, comme condition de sa liberté, une forte rançon. Rubio fut traité exactement comme l'avait été Buenrostro; il mourut de peur et de fatigue des courses, absolument comme serait mort Buenrostro si nous n'eussions pas réuni l'argent nécessaire à sa délivrance. Pourquoi M. Pacheco n'a-t-il point ainsi rapporté au Sénat cet événement? Plaise au ciel que des actes semblables ne se répètent jamais parmi nous! mais il était indispensable de prouver que cet événement et beaucoup d'autres sont des effets de la guerre civile et non pas des actes *ex-profeso*, dans le but d'offenser la nation et le gouvernement espagnols.

Abandonnons un moment les opinions politiques, le caractère bon ou mauvais des hommes publics, et admettons un cas particulier.

Que serait-il arrivé à Madrid, ou en quelque autre population d'Espagne, aux mexicains, si plusieurs d'entre eux, se mêlant à la guerre civile, eussent parcouru le pays, pillé les propriétés, recruté du monde, battu publiquement de verges les recrues, attaqué le gouvernement légitime d'Isabelle, s'ils eussent, enfin, enlevé de sa maison de campagne M. Pacheco, ou tout autre grand personnage, pour le fusiller? Que serait-il arrivé, nous le répétons, aux mexicains, qui, bien que personnellement innocents de ces crimes, mais compatriotes des criminels, eussent démontré leur complicité par leur opinion déclarée en faveur de Don Carlos. Il est à peu près certain qu'il ne leur serait arrivé rien de très bon, et si le peuple de Madrid les eût tolérés, le gouvernement, par mesure d'ordre et de précaution, les eût peut-être fait sortir du pays.

La langue, la religion, les mêmes coutumes font que les espagnols, au lieu de se considérer, au Mexique, comme des étrangers, s'y croient dans leur propre pays; ainsi, ils adoptent une couleur politique, ils discutent, ils parlent, ils influent sur les autorités; bien plus, ils prennent les armes,

combattent dans l'un des deux partis ou dans les deux à la fois; il est donc naturel qu'ils participent de toutes les éventualités, de tous les risques et malheurs d'une longue guerre civile. Ceux qui ne s'occupent que de leur commerce et de leur travail, n'éprouvent que les accidents communs à toute la population. Une multitude d'espagnols se trouve dans la capitale, où son principal commerce est l'épicerie; elle est donc en rapports continuels avec le peuple, avec la *populacheria*, comme dirait l'Ambassadeur; où sont les assassinats journaliers et les outrages? Par quels actes se manifeste cette haine que l'on suppose?

Les crimes commis en *Terre-chaude* contre les espagnols, ont une cause. Le caractère des gens qui travaillent dans ces domaines, où ils ont remplacé les esclaves, est dur; il exige la plus grande énergie et, selon le dicton ordinaire, le sabre au côté. Les gérants de ces propriétés sont, en général, espagnols, et ils ne concilient pas toujours l'énergie nécessaire à l'accomplissement de leurs devoirs avec la justice et la modération auxquelles ont droit les travailleurs. Quels abus de la force, quelles extorsions, quelles injustices, se commettent souvent envers ces malheureux qui, pour un infime salaire, travaillent cette terre de feu, d'une manière assurément plus profitable que les nègres d'Afrique! Le jour d'une révolution, où se relâchent les liens de la morale, où s'efface le prestige de l'autorité, est aussi le jour des vengeances et de l'émancipation du travail dur et ingrat de beaucoup d'années. Alors le sang coule et les théories du communisme se mettent en pratique. De là vient l'état déplorable de *Terre-chaude*, et comment ces troupes, naguère de travailleurs, sont maintenant des troupes de bandits. Il faut la main sévère mais juste de l'autorité, la force et la stabilité que produit la paix, pour replacer dans son milieu une partie de cette société, qui n'a reçu ni la meilleure éducation, ni les meilleurs exemples. Si M. Pacheco, ou tout homme philosophe et studieux, recherche la cause des maux que nous déplorons plus que lui, il trouvera qu'elle est entièrement distincte de celle que lui assignent son ignorance et sa méchanceté, dans le but de nous présenter aux gouvernements qui acceptent de tels renseignements, comme la nation la plus barbare et la plus atroce de la terre.

La qualification d'un fait ou d'une personne doit s'appuyer sur des antécédents et des preuves.

Quels sont les antécédents cités et les preuves données par M. Pacheco pour soutenir que le parti libéral soit l'ennemi des espagnols, et que M. Juarez, Président de la République, passe son temps à les assassiner?

Si l'Indépendance débuta par l'assassinat des espagnols, la conquête commença par les tueries de Cholula et les assassinats du grand temple de Mexico. Ce sont peut-être des vengeances historiques, mais ce sont certainement des citations historiques très inopportunes et qui ne sauraient atteindre aujourd'hui le parti libéral. En dehors de cette érudition exclusivement tirée de D. Antonio Solis, les accusations de M. l'Ambassadeur peuvent se réduire aux points suivants:

- 1<sup>o</sup> A la dispute sur la Convention.
- 2<sup>o</sup> Aux assassinats de *Terre-chaude*.
- 3<sup>o</sup> A son expulsion.
- 4<sup>o</sup> Aux dommages à la propriété, aux vexations souffertes par les espagnols, aux emprunts forcés qui leur sont imposés.

Nous avons déjà dit que dans la question relative à la convention, il ne s'agit que d'une partie des *crédits*, et nullement du *traité*. La quantité disputée est en réalité de peu d'importance. Après tous les éclaircissements qui ont résulté de la discussion du Sénat, si nous étions à la place du gouvernement, nous remettrions toutes les pièces à M. Calderon Collantes, et nous signerions ce qui lui paraîtrait convenable. Nous ne présenterions plus une seule note contradictoire sur cette affaire que nous confierions à l'honneur espagnol.

Les assassinats des espagnols, en *Terre-chaude*, n'ont d'autre origine que des vengeances personnelles. Les coupables sont punis, et la justice doit rechercher leurs complices, s'il y en a encore.

L'expulsion de M. Pacheco a été conforme au droit des gens. Il reste également prouvé qu'il n'avait, conformément au même droit, aucun caractère public auprès du Gouvernement de M. Juarez.

Tous, nous avons partagé les vexations souffertes par les espagnols; c'étaient les funestes conséquences de la guerre civile; mais de tous les reproches adressés au Mexique, il ne saurait résulter l'ombre d'une offense à la Souveraine de l'Espagne, pas plus qu'à l'honneur de la nation.

Quant à l'accusation dirigée contre M. Juarez, elle est tellement dénuée de toute vraisemblance, qu'elle ne mériterait même pas une réponse.

M. Juarez a été, pendant beaucoup d'années, gouverneur de Oaxaca; que l'on nous cite un seul acte de sa prétendue hostilité contre les espagnols; que l'on nous dise si, comme autorité, il a infligé la plus légère vexation, s'il a causé le moindre dommage à l'un des nombreux espagnols qui résident dans cet Etat. Ce sont, au contraire, sa bonne administration et la

longue paix dont a joui cette partie du pays qui ont augmenté de telle façon les fortunes des espagnols, que des maisons—nous les connaissons—qui ont commencé, il y a quinze ou vingt ans, avec un mince capital, sont aujourd'hui millionnaires. Un ennemi des espagnols ne pourrait présenter dans la série de ses actes, des preuves aussi palpables et évidentes.

Si nous disons la vérité tout entière, le Sénat saura qu'au Mexique la question des espagnols est une question de parti, une question domestique. Il y a, au Mexique, des espagnols qui travaillent, gagnent de l'argent, ne se mêlent en rien à la politique et ne se plaignent pas; il y a une minorité libérale; mais l'opinion de la grande majorité n'est pas seulement contraire au parti libéral, elle a encore les plus grandes tendances à la domination et au despotisme. Il est difficile que l'on se forme, en Europe, un jugement exact de ce qui se passe ici. Quant à nous, nous avons avec des espagnols les relations de l'amitié la plus intime; nous leur avons rendu tous les services qui dépendaient de nous, comme, à notre tour, ils nous en ont rendus; nous ne ressentons donc pas cette haine dont parle l'Ambassadeur, et nous ne croyons point qu'elle existe dans le pays. Toute notre race est parleuse, légère, d'une imagination ardente et d'un amour propre raffiné. Nos défauts et notre caractère doivent être forcément les défauts et le caractère de nos ancêtres. C'est une question de race, une question historique, et rien de plus.

Un tome entier serait probablement nécessaire pour réfuter sérieusement le discours de M. Pacheco. Nous n'avons touché, et fort légèrement, que les points principaux, mais il y en a d'autres où, pour toute réponse, nous devrions demander à M. Pacheco à quoi il pensait, lorsque, dans une circonstance aussi sérieuse, il appelait à son aide de véritables niaiseries?

Quelle idée le Sénat espagnol s'est-il formée de nos indiens? Croit-il qu'ils aient dans les mains l'almanach de Gotha et qu'ils sachent par cœur toute l'histoire des maisons régnantes de l'Europe? S'il en était ainsi, ils devraient mieux savoir ce qui se passe dans leur propre pays, et connaître le président de la République, le gouverneur de leur Etat et le maire de leur village.

Si, au contraire, leur ignorance est telle qu'ils ne savent même pas quelle est la personne qui les gouverne à Mexico, ils doivent bien moins se douter qu'il y ait une reine en Espagne et que cette reine soit leur souveraine. L'idylle des cabanes de junc, inventée par la tête encore poétique de M. l'Ambassadeur, est tout ce que l'on peut imaginer de plus ridicule.

Personne, à Mexico, ne songea à nommer M. Pacheco *le frère du Roi*. Tous, même les *léperos*, (\*)—et nous lui dirons en passant que cette expression n'a jamais résonné dans notre parlement, parcequ'elle est ignoble,—nous savions que M. Pacheco était un homme politique, d'un rang élevé, d'un talent distingué, d'une instruction solide et d'une longue expérience. Ses antécédents lui méritaient notre estime, et nous lui avons prodigué les marques de considération que tout pays civilisé accorde au talent et à une haute position sociale. M. Pacheco partagea le malheur et la destinée du parti vaincu au Mexique, et, aveuglé, matériellement en délire, il voulut faire d'une question personnelle une question de nation à nation. La passion parla, et non le talent. La vengeance discuta, et non la raison. L'homme offensé se montra, et l'homme d'Etat disparut. Si, dans quelques années, M. Pacheco relit son discours, il reprendra la plume, nous n'en doutons pas, et de chaque cent lignes, il en effacera quatre vingt dix neuf, afin que ce discours ait alors, comme le disait Quintilien, l'appui de *la justice, de l'histoire et de la vérité*.

México, 1er février 1862.

(\*) Les Lazzaroni du Mexique.



